

France/Histoire

Les grands de ce monde commémorent à Paris l'armistice de la Grande guerre

AFP
Paris/France

De Trump à Poutine, de Merkel à Netanyahu, en passant par Mohammed VI, Erdogan ou Trudeau, ils étaient près de 70 dirigeants au pied de l'Arc de triomphe à écouter l'hôte Macron les exhorter "au combat pour la paix".



Photo : AFP

Emmanuel Macron hier devant ses pairs présidents et chefs de gouvernement à l'occasion du Centenaire de l'armistice de 1918 : "Additionnons nos espoirs au lieu d'opposer nos peurs."

PRES de 70 chefs d'Etat et de gouvernement, dont les présidents américain et russe, ont commémoré hier au pied l'Arc de Triomphe à Paris le centenaire de l'armistice, Emmanuel Macron les exhortant "au combat pour la paix" en refusant "le repli, la violence et la domination". Donald Trump, Angela Merkel, Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahu, Recep Tayyip Erdogan, Justin Trudeau, Mohammed VI ont assisté peu après 10H00 GMT (11H00 au Gabon) à une grande cérémonie sous l'Arc de Triomphe, en haut de la célèbre avenue des Champs-Élysées, sous lequel gît le soldat inconnu et brûle perpétuellement sa flamme du souvenir, rappelant l'ampleur d'un conflit aux 18 millions de morts. Alors qu'une pluie fine tombait, le groupe des chefs d'Etat ont d'abord pris place sous un abri au pied de l'Arc de Triomphe, survolés par des avions de la patrouille de France laissant un panache bleu blanc rouge. Donald Trump et Vladimir Poutine, sont eux arrivés peu après, séparés du groupe de dignitaires qui avait remonté une partie des Champs-Élysées dans des cars. M. Trump, arborant un

bleuet de France, symbole français de la mémoire des anciens combattants, a salué son homologue Emmanuel Macron, la chancelière Angela Merkel et le roi du Maroc Mohammed VI. Vladimir Poutine, arrivé en dernier, a aussi tendu la main à ses homologues français, allemande, et à Donald Trump. M. Macron a ensuite entamé la cérémonie militaire autour de l'Arc de Triomphe avant de rejoindre une nouvelle fois les dignitaires pour la suite de la commémoration. Peu avant, les cloches des églises avaient sonné un peu partout en France. Incident notable et rarissime, trois militantes femes avaient auparavant forcé la sécurité pour s'approcher du convoi de Donald Trump, avant d'être interpellées.

ACTION DES FEMEN• Le dispositif de sécurité est massif, avec quelque 10 000 membres des forces de l'ordre qui quadrillent les points névralgiques des cérémonies à Paris. La dernière fois que Paris a accueilli autant de dignitaires remonte au 11 jan-

vier 2015 après les attentats islamistes contre Charlie Hebdo et le magasin juif Hyper Cacher. Le célèbre violoncelliste Yo-Yo Ma a interprété la Sarabande de la Suite n°5 pour violoncelle en do mineur de Jean-Sébastien Bach, et des lycéens ont ensuite lu des témoignages de 1918. La chanteuse béninoise Angélique Kidjo a ensuite chanté en hommage aux troupes coloniales. Dans l'assistance, Emmanuel et Brigitte Macron étaient entourés d'Angela Merkel à la droite du président, Vladimir Poutine à la gauche de la Première dame. Le président français a ensuite prononcé un discours, conjuguant mémoire de la Grande guerre et affaires contemporaines. "Additionnons nos espoirs au lieu d'opposer nos peurs !", a-t-il lancé aux 72 leaders mondiaux les exhortant au "combat pour la paix" en refusant "le repli, la violence et la domination", plaidant une fois encore pour une approche multilatérale de la gouvernance mondiale à l'heure où de plus en plus de pays semblent enclins à lui tourner le dos, au pre-

mier rang desquels, les Etats-Unis, première puissance du monde. Puis, il a ravivé la flamme du Soldat inconnu, et les dignitaires ont ensuite convergé vers le palais présidentiel pour un déjeuner. "C'est une très belle cérémonie, très émouvante", a commenté Jessie Rumbaugh, 25 ans, originaire de l'Idaho aux États-Unis, venue avec son fils de trois ans une semaine en France, spécialement pour le centenaire. "Hier, nous étions au cimetière américain pour honorer nos soldats morts en Europe, aujourd'hui nous sommes tous réunis, des citoyens de toutes les nationalités pour célébrer la paix", a-t-elle dit à l'AFP.

FORUM POUR LA PAIX• Après le déjeuner, certains dignitaires devaient se rendre au Forum de Paris sur la paix, attaquant la deuxième partie de cette journée point d'orgue pour Emmanuel Macron, après une semaine de commémorations en France. A la grande halle de la Villette, dans l'est parisien, chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi représentants d'ONG,

entrepreneurs, membres de la société civile, devaient débattre de la gouvernance mondiale avec, là encore, le message politique clair en faveur du multilatéralisme, ce socle idéologique des relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs de ses plus fervents défenseurs, Emmanuel Macron, Angela Merkel, Justin Trudeau, Antonio Guterres devaient ainsi plaider pro domo devant une assistance globalement acquise. "Le système multilatéral est essentiel pour développer et financer les efforts de lutte contre la menace de changement climatique", a plaidé dans une tribune au Journal du dimanche le président de la Banque mondiale - une des incarnations du multilatéralisme - Jim Yong Kim. Mais le premier contempteur de ce mode de gouvernance, Donald Trump, a choisi de ne pas assister à ce forum qui durera jusqu'à demain (sans les chefs d'Etat). A la place, le président américain s'est rendu au cimetière américain de Surresnes, juste à côté de Paris, pour rendre hommage à ses concitoyens tombés au front. Ailleurs dans le monde, des cérémonies ont eu lieu en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Inde ou en Grande-Bretagne. Une foule impressionnante a notamment assisté à New Delhi à une cérémonie très solennelle, et plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Whitehall, cœur du pouvoir à Londres, pour assister à la cérémonie du 'Remembrance Sunday', portant sur leurs vestes ou manteaux un coquelicot (pin's ou en papier), symbole des soldats tombés au champ d'honneur.

L'Afrique en bref

- **Ethiopie-Erythrée/Diplomatie. Course pour la paix à Addis Abeba**
Des milliers d'Éthiopiens et d'Érythréens ont participé dans l'allégresse à une course de 10 km hier dans les rues d'Addis Abeba, pour le premier événement sportif d'ampleur depuis la signature d'un accord de paix entre leurs deux pays en juillet.
- **Nigeria/Jihadistes. Attaques de Boko Haram dans la périphérie de Maiduguri**
Le groupe jihadiste Boko Haram a mené samedi soir des attaques près de Maiduguri, ancien fief du groupe, dans le nord-est du Nigeria, mettant le feu aux maisons et dans un camp de déplacés. Et provoquant la fuite de centaines de personnes.
- **RDCongo/Rébellion. Six morts à Beni**
Six civils ont été tués dans deux attaques nocturnes attribuées aux rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, selon les autorités locales et des témoins.

A travers le monde

- **Etats-Unis/Politique. Le républicain Rohrabacher perd son siège de représentant en Californie**



Photo : AFP

Le parlementaire républicain haut en couleur Dana Rohrabacher, connu pour son soutien au président russe Vladimir Poutine et ses prises de position abruptes en politique étrangère qui lui ont valu d'être déclaré persona non grata au Pakistan et en Afghanistan, a perdu le siège qu'il détenait depuis 30 ans à la Chambre des représentants, selon les dernières estimations.

- **Israël/Diplomatie. Argent qatari à Gaza : Netanyahu se justifie**
Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a justifié samedi soir sa décision d'autoriser le Qatar à acheminer 15 millions de dollars afin de payer les salaires des fonctionnaires dans la bande de Gaza, en arguant que cela contribuerait à ramener le calme.
- **Yémen/Conflit. Hodeida : les premiers combats de rue**
Des premiers combats de rue ont éclaté hier dans un quartier résidentiel de l'est de la ville portuaire de Hodeida, au Yémen, où des forces progouvernementales tentent de briser la résistance des rebelles Houthis, ont indiqué à l'AFP des sources militaires.

RDCongo/Présidentielle du 23 décembre

Martin Fayulu candidat unique de l'opposition

AFP
Genève/Suisse

LES ténors de l'opposition congolaise ont désigné hier le député Martin Fayulu comme candidat unique à l'élection présidentielle de décembre, a-t-on annoncé officiellement après trois jours d'intenses négociations à Genève. Deux fois reportées depuis 2016, les élections du 23 décembre doivent choisir le prochain président de la République démocratique du Congo (RDC) pour succéder à Jo-

seph Kabila, au pouvoir depuis 18 ans. M. Fayulu, qui aura 62 ans le 21 novembre, est le président du parti d'opposition Engagement pour la citoyenneté et le développement. Sa désignation, accueillie par des applaudissements et des cris de joie par une partie des Congolais présents, a surpris car Félix Tshisekedi, président du parti historique d'opposition (UDPS) était donné comme favori. "Je veux remercier l'éternel Dieu tout-puissant et les leaders de l'opposition", a déclaré le "candidat commun" de l'opposition lors d'une conférence de

presse. "Moi, je ne suis qu'un porte-parole des combats pour la liberté et pour la démocratie (...) et je suis convaincu que nous allons réussir à rendre notre pays démocratique, libre et indépendant", a-t-il ajouté. Sept ténors de l'opposition avaient fait le déplacement pour cette réunion cruciale. Mais seuls quatre d'entre eux ont été autorisés à se présenter à l'élection : MM. Fayulu et Tshisekedi, ainsi que l'ancien président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, et l'économiste Freddy Matungulu. L'ancien Premier ministre

Adolphe Muzito, Moïse Katumbi, opposant en exil, et Jean-Pierre Bemba, ex-chef de guerre et ancien vice-président, étaient toutefois présents pour faire entendre leur choix. L'un des sujets de division entre les leaders de l'opposition concerne l'utilisation de machines à voter qui doivent permettre aux électeurs de choisir leur candidat et d'imprimer leur bulletin dans les bureaux de vote. Le 26 octobre, une partie de l'opposition avait marché dans les rues de plusieurs villes de RDC pour exiger l'abandon de ces

"machines à tricher". M. Fayulu a exclu de participer à l'élection si ces machines sont mises en place, alors que M. Tshisekedi était prêt à y participer "avec ou sans machines à voter". Interrogé sur ce point, M. Fayulu a répondu que "la coalition (de l'opposition) poursuivra sans relâche l'abandon" de cette machine. "Le combat se poursuit, nous voulons une élection sans machine à voter", a-t-il martelé. La réunion de Genève a été organisée par la Fondation Kofi Annan, basée à Genève.